

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 27/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TSCHOEPE INDUSTRIE

9 rue de Wintzenbach
67470 NIEDERROEDERN

Références : 0006703902
Code AIOT : 0006703902/CF/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement TSCHOEPE INDUSTRIE implanté Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de mise en demeure et action régionale "rejet eau".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSCHOEPE INDUSTRIE
- Adresse : Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT
- Code AIOT : 0006703902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TSCHOEPE fabrique des portails, clôtures, brise-vues et garde-corps en aluminium haut de gamme. Tous les produits sont fabriqués sur-mesure sur le site de Hoerdt. Une fois assemblées, les pièces en aluminium sont débarrassées des résidus de coupes par un trempage dans des bains lessiviels puis traitées par un bain chimique avant peinture de sorte à garantir une accroche optimale. Ces activités répondent notamment aux rubriques 2560, 2563, 2565 et 2940 de la nomenclature des Installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Suivi mise en demeure du 26/09/2024
- Rejets eaux et déclarations GEREPE/GIDAF

Principales références réglementaires pour la visite :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 16/10/2007 portant autorisation des installations de production de portails et de fermetures en aluminium par la société TSCHOEPPE INDUSTRIE à Hoerdts ;
- Arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- Arrêté du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF) ;
- Arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2564 et/ou 2565.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêt automatique	Arrêté de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure	/
2	Justification dimensionnement du dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet	/
3	Conditions de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.3.1	/	Sans objet	/
4	Déclaration des données d'autosurveillance (GIDAF)	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet	/
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Eau - capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si la visite a permis de lever la mise en demeure du 26/09/2024, elle a également mis en évidence de nouvelles non-conformités comme le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux sans rétention et des lacunes quant au rapportage de données sur les émissions industrielles.

La visite a également permis de constater que certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation de 2007 concernant la surveillance des rejets aqueux sont obsolètes du fait d'évolutions réglementaires intervenues depuis cet arrêté d'autorisation. L'exploitant doit se positionner sur les fréquences de suivi et les futures valeurs limites d'émission (VLE) associées à ses rejets en lien avec la réglementation en vigueur et communiquer ces éléments à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt automatique

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 26/09/2024, article 1 pris sur la base de l'Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : « La société TSCHOEPPE INDUSTRIE, dont le siège social se situe 2 rue Lavoisier à Hoerd (67720), pour le site qu'elle exploite parc d'activité du Ried, 2 rue Lavoisier à Hoerd, est mise en demeure de respecter la prescription rappelée ci-après : de l'arrêté ministériel susvisé du 09/04/2019, dans un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none"> • article 19 a : Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). »
Constats : Par courrier du 27/01/2025, l'exploitant a transmis une facture pour la réalisation de travaux de mise en conformité. Les travaux facturés consistent notamment en l'asservissement de l'arrêt technique du chauffage des bacs et de l'évacuation des vapeurs de l'atelier laquage et son raccordement à la centrale de détection incendie. Lors de la visite du 19 février, le prestataire étant présent, un test de déclenchement de l'alarme a été effectué. Il a permis d'observer à l'instant T le bon fonctionnement du disjoncteur installé spécifiquement pour entraîner la coupure des système de chauffage et d'aspiration. L'exploitant a présenté la procédure d'urgence. Celle-ci décrit uniquement le protocole d'alerte aux heures ouvrées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter la procédure hors heures ouvrées et de transmettre le document mis à jour à l'inspection. S'agissant d'une remarque mineure cette demande ne fait toutefois pas obstacle à la levée de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Justification du dimensionnement du dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/08/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : <p>« (...) L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.(...).»</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'une étude de dimensionnement, il la présente en visite. Cette étude n'appelle pas d'observation.</p> <p>Il dispose d'un contrat de maintenance avec le prestataire ayant installé le système de détection.</p> <p>La première visite est prévue dans 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.3.1									
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau									
Prescription contrôlée : <p>« (...) Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes : (...)</p> <p>b) en sortie de l'atelier de traitement de surfaces :</p> <ul style="list-style-type: none">- débit : 2500 m³/an- débit maximal journalier : 20 m³/jour- pH : compris entre 6,5 et 9- température : inférieure à 30°C <table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)</th><th>Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)</th></tr></thead><tbody><tr><td>métaux totaux</td><td>15</td><td>0.3</td></tr><tr><td>aluminium</td><td>5</td><td>0.1</td></tr></tbody></table> <p>(...). »</p>	Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)	métaux totaux	15	0.3	aluminium	5	0.1
Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)							
métaux totaux	15	0.3							
aluminium	5	0.1							
Constats : <p>L'exploitant procède au rejet des eaux industrielles en sortie d'atelier de traitement de surface par bâchées, selon les besoins et l'état de remplissage des réserves en amont de la mini station d'épuration dont il dispose.</p> <p>Il déclare réaliser les analyses de rejets en sortie de station à chaque utilisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un tableur informatique sur lequel il saisit les résultats des mesures qu'il</p>									

réalise sans temporalité récurrente précise, sauf pour le pH qui peut être contrôlé en continu grâce à un dispositif de mesure fixe. Il présente ce tableur à l'inspection lors de la visite.

La consultation par sondage des résultats d'analyse montre, pour 2024, que l'exploitant a procédé à trois campagnes de mesures : les 05/02/2024, 07/03/2024 et 22/04/2024.

Les paramètres relevés sont le pH, la température, le Fluor, la DCO, l'Aluminium et le Fer.

Les valeurs limites de références pour la surveillance des paramètres qu'il indique dans son tableur ne correspondent pas à celles prescrites dans son arrêté d'autorisation mais dans son arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées industrielles au réseau public d'assainissement.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/10/2007 concernant la surveillance des rejets aqueux sont obsolètes au regard des évolutions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 24/08/2017. Cet arrêté a modifié plusieurs textes relatifs au rejet de substances dangereuses dans l'eau des installations classées, notamment l'arrêté du 30/06/2006 fixant les « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 - Traitement de surface de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Une démarche de mise à jour des prescriptions dans ce domaine va être menée en parallèle avec l'exploitant. L'exploitant doit se positionner sur les fréquences de suivi et les futures valeurs limites d'émission (VLE) associées à ses rejets en lien avec la réglementation en vigueur et communiquer ces éléments à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration des données d'autosurveillance (GIDAF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Actions régionales, Rejets eau

Prescription contrôlée :

« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »

Constats :

Le cadre GIDAF en lien avec cette exploitation n'est plus à jour. Il sera actualisé une fois que l'exploitant se sera positionné sur les fréquences de suivi et les futures valeurs limites d'émission (VLE) associées à ses rejets en lien avec la réglementation en vigueur et qu'il aura communiqué ces éléments à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6
Thème(s) : Actions régionales, /
Prescription contrôlée : «La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. »
Constats : L'exploitant ne procède pas à la déclaration annuelle des émissions polluantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Eau - capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, /
Prescription contrôlée : "Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. (...)."
Constats : Le jour de la visite, l'usine est à l'arrêt pour maintenance. L'exploitant explique procéder à deux arrêts annuels pour maintenance, l'un en février et l'autre au mois d'août. Un opérateur est en train de vidanger un des bains de traitement de surface (bain n°1) dans des cubitainers de 1000 L afin de procéder à son renouvellement complet. Le contenu du bain vidangé est réparti dans 16 cubitainers. Ces récipients sont stockés à même le sol de l'usine, sans dispositif de rétention. L'exploitant déclare stocker ces récipients temporairement le temps de les transférer dans son dispositif de traitement des eaux usés (mini station d'épuration). La mini station d'épuration est équipée de deux volumes de stockage mais ceux-ci étant déjà plein, l'exploitant a trouvé cette solution intermédiaire pour stocker temporairement le contenu du bain à remplacer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

